

MICHEL ROCARD

Message au 68^e Congrès de la Ligue des Droits de l'Homme

L'année 1988 est celle d'un double anniversaire : celui des quatre-vingt-dix ans de la Ligue des Droits de l'Homme, d'une part, fondée en pleine tourmente de l'affaire Dreyfus, et, d'autre part, le quarantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, dont René Cassin, longtemps membre de notre comité central, a été le principal rédacteur. Et c'est donc l'itinéraire de la Ligue des Droits de l'Homme dans le combat toujours inachevé pour les libertés présent à la pensée que je transmets, en tant que Premier ministre, à votre 68^e Congrès national ce message à la fois de fidélité et d'amitié.

Fidélité parce que c'est un ligueur de longue date qui s'adresse à vous au nom du gouvernement de la République.

Si l'ancien député des Yvelines doit confesser n'avoir pas été des plus assidus à l'intergroupe des parlementaires adhérents de la Ligue des Droits de l'Homme, vous savez, en revanche, que le maire de Conflans-Sainte-Honorine a toujours été attentif à l'activité de la Ligue des Droits de l'Homme dans son département.

Mais fidélité aussi pour l'attachement que proclame aujourd'hui le Premier ministre aux principes et aux valeurs que la Ligue des Droits de l'Homme n'a cessé de défendre et de promouvoir pendant près d'un siècle.

Comme le rappelait le président de la République lorsqu'il rendit visite au vieil immeuble de la rue Jean-Dolent, les ligueurs sont les plus anciens et les plus constants soldats des droits de l'homme.

Traduire les valeurs dans la réalité politique

La célébration du bicentenaire de la Révolution française et des Déclarations de 1789 et 1793 sera l'occasion non seulement de les fêter, mais surtout de traduire ces valeurs dans la réalité politique et sociale de notre pays et dans les relations internationales.

Votre vigilance est précieuse pour la démocratie. Deux chefs de gouvernement, Léon Blum et Pierre Mauroy, ont eu l'honneur de venir devant le Congrès, en 1937 et 1982 : et parce que eux-mêmes exerçaient alors le pouvoir, ils ont tenu à vous dire l'importance qu'il faut attacher à ce rôle de contre-pouvoir qui est celui de la Ligue des Droits de l'Homme.

Elle a, à ce titre, une place exceptionnelle dans près d'un siècle d'histoire politique française : elle n'a jamais failli dans ce rôle, elle a toujours refusé les positions et les situations ambiguës.

Cette exigence est difficile à tenir. Mais c'est justement l'honneur de la démocratie que de reconnaître et de respecter les contre-pouvoirs : il n'est pour cela nul besoin d'un ministère alibi.

J'ai au contraire rappelé de la façon la plus solennelle à l'ensemble des membres du gouvernement l'attention qu'ils devaient porter au respect et au développement des libertés publiques dans le cadre de leurs fonctions, par le respect de l'Etat de droit, par le respect du législateur et la restauration de son rôle, par le respect de la société civile et de la fonction publique.

Vos nombreux contacts avec les départements ministériels avec lesquels vous avez affaire seront un test, et je veillerai personnellement à ce que notre pratique soit conforme à cette intention.

Faire reculer l'injustice, combattre les exclusions

Et vous comprendrez que, en écrivant ces mots, j'aie une pensée particulière pour ce qui a été entrepris, depuis six semaines, afin de ramener sur le territoire de Nouvelle-Calédonie une paix durable, qui ne peut être fondée que sur la justice et le dialogue. Il est prématuré d'évoquer les discussions qui se déroulent actuellement : sachez, cependant, que ce qui est engagé par le gouvernement est profondément inspiré par les principes et les valeurs qui nous sont communs.

Mais, à son tour, le Premier ministre attend beaucoup de la Ligue des Droits de l'Homme. Vous êtes implantés depuis longtemps sur tout le territoire ; vous êtes ouverts à l'infinie diversité des sensibilités que compte la grande famille des démocrates ; vous avez joué depuis longtemps un rôle exceptionnel de rencontre et de rassemblement pour les forces politiques, syndicales et la vie associative aux heures de grands dangers pour nos libertés.

Ce passé dont nous sommes ensemble légitimement fiers vous donne aujourd'hui des devoirs particuliers si nous voulons une France plus juste, plus ouverte, plus forte.

Il faut poursuivre votre tâche. On ne fait pas reculer l'injustice si l'on n'est pas capable de rassembler les personnes, les groupes qui agissent sur le terrain.

On ne combat pas réellement les exclusions si l'on n'est présent dans les quartiers les plus défavorisés et les plus difficiles de nos villes.

Je sais que la Ligue des Droits de l'Homme est souvent présente dans les commissions locales de prévention, dans celles pour le développement social des quartiers, etc.

Je souhaite qu'elle le soit davantage et qu'elle joue, au-delà des structures, chaque fois que cela est nécessaire, ce rôle de médiation, de mobilisation, de catrefour qu'elle a si souvent joué dans l'histoire.

Ces groupes, ces organisations constituent le tissu social de notre pays. Lorsqu'il perd de sa vitalité, lorsqu'il se désagrège, c'est, vous le savez, le signe d'une crise qui n'est pas seulement économique, mais aussi sociale et morale.

Chaque jour qui passe nous fait entrer davantage dans l'Europe. Nous sommes au seuil de l'an 2000. Pour que ces perspectives soient celles d'un enrichissement et non d'une dilution, il nous faut réfléchir et mettre en œuvre une citoyenneté renouvelée et élargie. Il faut donner une signification concrète et actuelle à l'affirmation si moderne de Jean Jaurès que « un peu d'internationalisme éloigne de la patrie, beaucoup d'internationalisme y ramène ». Je serai attentif à vos débats et à vos réflexions.

Michel ROCARD
Premier ministre